

L'hon. M. Fleming: Parce que le moment est venu. C'est une nouvelle phase des négociations.

L'hon. M. Pearson: J'ai eu quelque expérience dans ce domaine des pourparlers diplomatiques sur des questions tant économiques que politiques. Le moment de se tenir en contact avec les autres parties, dans de tels pourparlers, c'est au début, et non à la fin; et s'il est souhaitable d'envoyer aujourd'hui une mission canadienne à Bruxelles, ce l'était certainement il y a quelques mois. Rien d'étonnant que le correspondant à Londres du *Financial Post* ait écrit le 9 décembre 1961 que comme résultat de cette confusion...

L'hon. M. Fleming: Son nom?

L'hon. M. Pearson: C'est M. Archer Mark. Il est correspondant du *Financial Post* à Londres et il a dit:

Comme résultat de cette confusion, nous sommes considérés comme hostiles et indignes de confiance.

Rien d'étonnant que l'*Expositor* de Brantford, autre journal favorable au gouvernement, ait écrit dans un éditorial du 30 novembre 1961:

Deux Canadiens éminents, et indirectement le Canada même, se sont couverts de ridicule par l'explosion de mauvaise humeur de MM. Drew et Fleming qui n'avaient pas obtenu le texte intégral de la déclaration britannique prononcée à Paris, le 10 octobre, à l'ouverture des négociations du Marché commun.

L'article dit encore:

Quand le gouvernement se lance dans une manifestation spectaculaire comme celle de l'affaire Drew-Fleming, il devrait faire attention de la confiner au pays même et ne pas exposer le Canada au ridicule dans un pays où nous avons encore besoin de garder beaucoup d'amis.

Ce reproche ridicule sur l'absence de consultation est d'autant plus grotesque qu'il vient d'un gouvernement qui récemment, pour dire le moins, a montré peu d'empressement à consulter le Royaume-Uni au moment où il envisageait une mesure économique touchant les intérêts de ce pays. Il s'est montré si peu empressé à consulter le Royaume-Uni à propos de l'accord aérien qu'il a annoncé cet accord avant de s'être acquis l'approbation du Royaume-Uni. En fait, il n'a pas réussi à l'obtenir encore. Cette demande de plus amples informations et d'une consultation plus large apparaît singulièrement stupide quand elle émane d'un gouvernement dont le haut commissaire, agissant sans doute selon les instructions d'Ottawa, car c'est ainsi que les hauts commissaires procèdent généralement, refusait de rencontrer les représentants du Royaume-Uni et les hauts commissaires des autres pays du Commonwealth pour examiner l'affaire en question.

[L'hon. M. Pearson.]

M. Benidickson: Encore une fois on a mis la charrue devant les bœufs.

Une voix: A quel propos?

L'hon. M. Pearson: Le Marché européen et les conséquences de l'adhésion du Royaume-Uni à ce Marché.

L'hon. M. Fleming: Vous savez que cela a été nié.

L'hon. M. Pearson: Moins d'une heure après que cette situation eût été connue, un représentant de *Canada House* a fait une déclaration soulignant qu'on avait agi ainsi de propos délibéré. Cette déclaration, je m'empresse de l'admettre, a été réexpliquée et niée quelques heures plus tard. Le monde entier a alors appris que si le haut-commissaire n'était pas allé à la réunion, cela n'avait aucune importance; c'est qu'il s'était déjà engagé précédemment, bien que cette réunion eût été convoquée plusieurs jours plus tôt. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures voulant se rendre utile, il cherche toujours à être serviable dans de tels cas, ajouta que le haut-commissaire souffrait aussi d'un mauvais rhume.

L'opinion publique qui régnait au Royaume-Uni à ce moment-là a été exprimée dans le *Sunday Times*, journal sérieux qui appartient maintenant à un ex-Canadien, ancien candidat conservateur de Toronto, je crois. Voici ce que ce journal déclarait en octobre dernier:

Personne à Londres ne cherche à se quereller... mais personne ne semble capable de s'entendre avec le gouvernement canadien.

De son côté le *Guardian*, de Manchester, a frappé à fond en déclarant, le 30 novembre:

Désormais, le Canada pourra faire connaître ses vues aussi librement qu'auparavant, mais on y prêtera moins d'attention.

Une telle phrase, dans un journal aussi réputé, n'a sans doute réjoui aucun Canadien.

L'hon. M. Fleming: C'est une phrase déplorable.

L'hon. M. Pearson: En outre, le *Spectator*, d'Hamilton, journal voué aux intérêts de nos honorables vis-à-vis, déclarait le 6 janvier:

Apparemment, tout ce que nous avons réussi à acquérir, c'est une réputation de bouderie.

Comparons cette attitude à celle qu'ont prise les États-Unis envers cette évolution, une attitude faite de compréhension à l'égard de l'évolution elle-même et de détermination, comme il se doit, de protéger les intérêts du pays, détermination dont nous devrions faire preuve nous-mêmes. Contrairement à notre attitude négative et stérile, leur attitude a été positive et clairvoyante. Examinons le rapport de M. Herter et de M. Clayton. Examinons l'attitude du gouvernement des États-Unis comme l'a décrite le sous-secrétaire